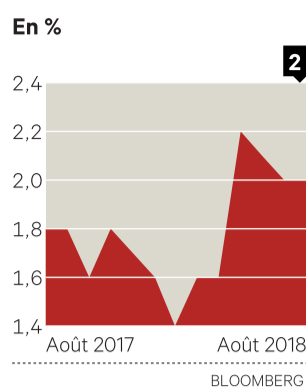


MONDE

en chiffres

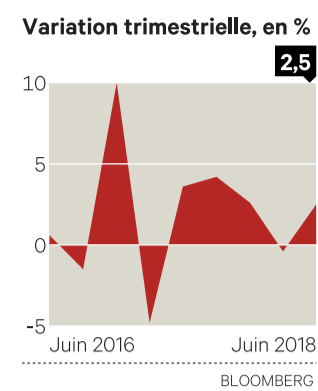
INFLATION STABLE EN ALLEMAGNE

Le taux d'inflation en Allemagne s'est bien élevé à 2,0 % en août sur un an, soit le même niveau que juillet. L'inflation était ressortie à 2,2 % en mai et 2,1 % en juin, enchaînant deux mois consécutifs au-dessus des 2 % pour la première fois depuis fin 2012. L'énergie a tiré les prix à la consommation allemands à la hausse.



FORTE CROISSANCE EN IRLANDE

L'économie irlandaise a progressé de 2,5 % au deuxième trimestre 2018, soit cinq fois la moyenne européenne, notamment grâce aux exportations (+6 %). La croissance du secteur de la high-tech s'établit à 12 % et celle de la production industrielle à 5,3 %. La consommation des ménages a progressé de 1,5 %.



-0,4%

RECU DE LA PAUVRETÉ AUX ÉTATS-UNIS

Le taux de pauvreté n'a que très peu reculé en 2017 (-0,4 %). Il frappe 12,3 % de la population, soit 39,7 millions d'Américains. La croissance annuelle est pourtant supérieure à 4 % et le taux de chômage à 3,9 %.

La livre turque rebondit après la décision de la banque centrale de relever ses taux

TURQUIE

Malgré l'opposition de Recep Tayyip Erdogan, la banque centrale a relevé jeudi son taux directeur de 625 points de base à 24 %.

Le président turc admet l'indépendance de cette dernière, ce qui rassure les marchés.

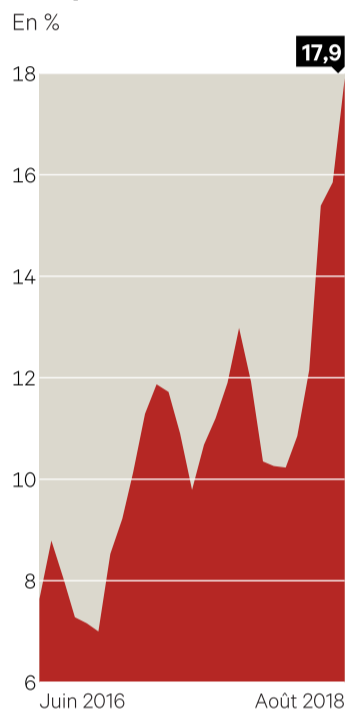
Michel De Grandi
@MdeGrandi

Les négociations ont été certainement après. Face au président Recep Tayyip Erdogan favorable au maintien de taux d'intérêt bas pour soutenir la croissance à tout prix, la banque centrale (CBRT) de Turquie a décidé de relever, jeudi, son taux directeur de 625 points de base à 24 %. Soucieuse de se démarquer du pouvoir politique, la CBRT a annoncé qu'elle continuerait « d'utiliser tous les leviers disponibles pour assurer la stabilité des prix ».

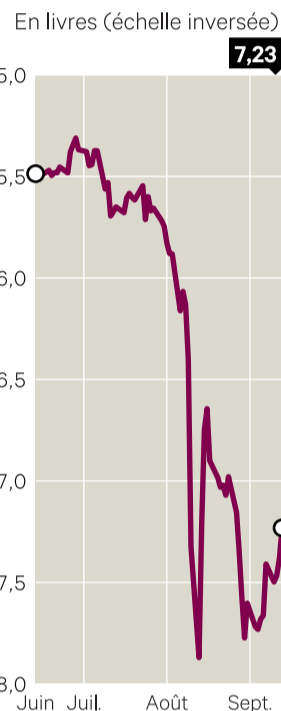
L'action vise à la fois à endiguer la hausse rapide de l'inflation qui frôle 18 % en rythme annuel et stopper la chute de la livre turque qui a perdu 40 % face au dollar depuis le début de l'année. La banque centrale a créé l'électrochoc que les marchés attendaient. L'annonce a été accueillie de façon positive, la livre turque ayant repris jusqu'à 5 % face au dollar. « Mes réserves au sujet des taux d'intérêt demeurent, elles n'ont pas changé. (Mais) la banque

Un resserrement lié à l'envolée de l'inflation et à la chute de la livre

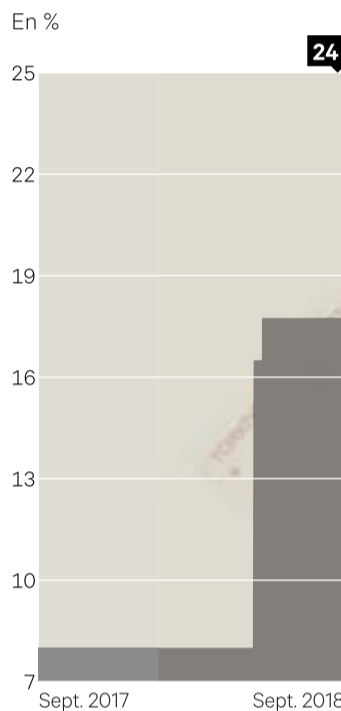
Turquie : l'inflation...



... la livre face à l'euro



... et le taux directeur



« LES ÉCHOS » / SOURCE : BLOOMBERG / PHOTO : SHUTTERSTOCK

centrale est indépendante et prend ses propres décisions », a admis le président Erdogan, quelques heures seulement avant l'annonce de la CBRT.

Reprise en main de l'économie

Depuis que le président turc avait déclaré, mi-mai, vouloir reprendre l'économie en main sous tous ses aspects, les marchés observaient une grande prudence vis-à-vis d'Ankara. Dans un contexte

de campagne électorale pour la réélection de Recep Tayyip Erdogan, la banque centrale avait décidé des hausses de ses taux en mai et juin, mais à des niveaux jugés insuffisants par les marchés. Son refus de réitérer cette mesure lors de la réunion de son comité de politique monétaire en juillet avait été très mal perçu et renforcé alors les inquiétudes quant à son indépendance. Leur défiance s'est encore renforcée à mesure que les tensions diplo-

matiques avec Washington se sont intensifiées.

Menace de récession

Or la réalité économique ne laisse guère de place à l'improvisation. La Turquie « avait une épée de Damoclès au-dessus d'elle compte tenu de besoins de financement en devises importants qu'elle doit satisfaire », explique Thierry Apoteker, président de TAC Economics. Pour 2018, le montant est de l'ordre de 70 milliards de dollars. Toute

déficience à l'égard de la politique économique d'Ankara ou vis-à-vis du pouvoir complique l'équation.

Face à une volonté du président de maintenir la croissance à tout prix, la voie pour sortir de la crise s'annonçait étroite. « La banque centrale a choisi de procéder à un ajustement brutal qui risque de casser la demande intérieure et d'entraîner le pays vers une récession », explique Thierry Apoteker. L'autre hypothèse, à l'impact moindre pour la croissance, « aurait été

de faire comme la Malaisie en 1998 qui a restreint la liberté de circulation des capitaux, très fortement pendant quelques mois et une levée progressive des contraintes pendant deux ans », poursuit l'économiste.

Reste maintenant à savoir si cette décision suffira à rassurer durablement les opérateurs. Passé l'effet de surprise, il faut surtout que la Turquie affiche un plan de réformes économiques clair, quel que soit l'enjeu politique que représentent les élections municipales de 2019. ■

La BCE poursuit son resserrement monétaire

UNION EUROPÉENNE

La Banque centrale européenne a légèrement abaissé ses prévisions de croissance pour 2018 et 2019.

Elle divisera tout de même par deux en octobre ses rachats massifs d'actifs sur les marchés, avant leur arrêt fin décembre.

Pauline Houédé
@Pauline_H

— Correspondante à Francfort

Si la Banque centrale européenne (BCE) a pris note jeudi d'une conjoncture un peu moins favorable en zone euro et abaissé légèrement ses prévisions de croissance pour 2018 et 2019, l'institution reste confiante dans la progression de l'inflation et a fait un pas de plus en direction d'une normalisation monétaire.

La BCE a ainsi réduit de 2,1 % à 2 % sa prévision de croissance pour

2018 et de 1,9 % à 1,8 % sa projection pour 2019 mettant en avant une demande étrangère plus faible. La menace protectionniste, liée à la guerre commerciale lancée par le président américain Donald Trump, la vulnérabilité des marchés émergents comme l'Argentine, la Turquie ou encore la Chine, mais aussi la volatilité des marchés financiers, constituent autant de risques qui ont « récemment gagné en importance », a souligné le dirigeant de la BCE, Mario Draghi.

Réduction des rachats d'actifs

Mais l'Italien s'est voulu rassurant : les risques qui pèsent sur la croissance restent « globalement équilibrés ». Et si 2018 est certes plus faible après une « croissance forte assez inhabituelle » en 2017, dopée par les exportations, la consommation est solide, a souligné Mario Draghi, qui met en avant à la fois la solidité du marché du travail, avec 9,2 millions d'emplois créés dans la zone euro depuis 2013, ainsi que les hausses des salaires.

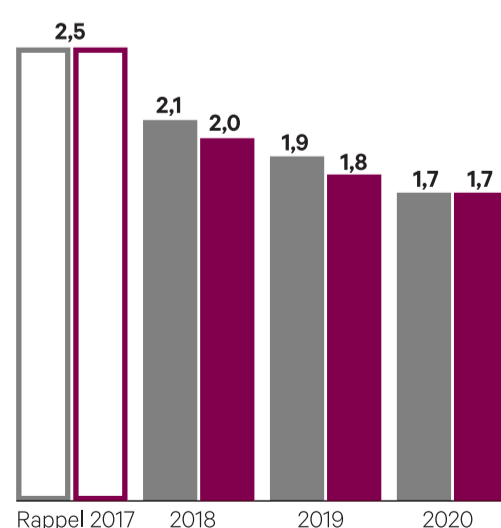
La banque centrale a ainsi maintenu ses projections de croissance pour 2020 (1,7 %), tout comme ses perspectives d'inflation, à 1,7 % en 2018, 2019 et 2020. Fort de ce cons-

Les prévisions de croissance et d'inflation pour la zone euro

■ Juin ■ Septembre

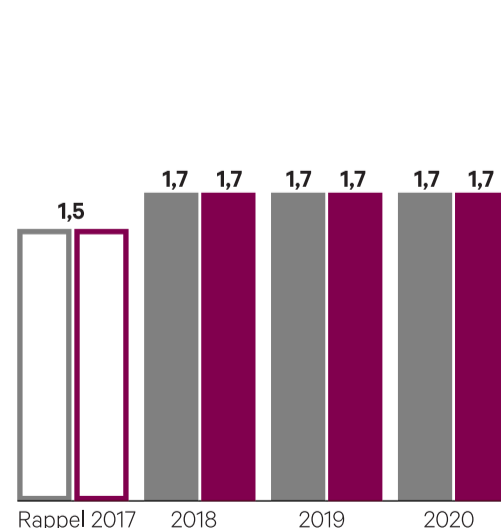
Croissance

Variation du PIB, en %



Inflation

En %



« LES ÉCHOS » / SOURCE : BCE

tant, la BCE n'a pas dévié de sa trajectoire monétaire dessinée en juin : elle réduira ses achats d'actifs mensuels de son programme d'assouplissement monétaire (QE)

à 15 milliards d'euros à partir d'octobre. Avant d'y mettre un terme fin décembre, si aucune nouvelle donnée ne vient d'ici à contre-carrer ses plans.

La BCE avait lancé ces injections massives de liquidités en 2015 pour lutter contre la déflation. Leur arrêt marque une étape clef dans le resserrement monétaire euro-

Interrogé sur l'Italie et les promesses de ses dirigeants de ne pas faire dérapier la dette du pays, Mario Draghi a indiqué avoir entendu les déclarations sur un « respect des règles » et « attendre les faits ». ■